

Décloisonner les murs de la classe d'accueil

L'Unesco publie un rapport international pointant les discriminations de l'enseignement pour les migrants. La Belgique aussi peut mieux faire.

Pour mieux s'intégrer, les primo-arrivants doivent rejoindre les classes des natifs au plus vite. Le gouvernement a pris des mesures qui vont en ce sens.

Discrètement, Ali fait glisser la feuille d'exercices de la table jusqu'aux genoux d'Amir, son voisin. Dans la salle de classe de Khedidja Benabdellah, la solidarité règne... Agés de 13 à 17 ans, une quinzaine de jeunes primo-arrivants se trouvent réunis sur les bancs de l'une des deux classes « Daspa », Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants de l'Athénée royal d'Ixelles.

En quelques secondes, Amir recopie les réponses de son ami. La feuille est presque repassée dans les mains d'Ali... Quand, tout à coup, une injonction en arabe se fait entendre dans la salle. C'est la sœur d'Amir, Mariam, qui le réprimande. « Ça sert à rien ! », s'exclame-t-elle dans un français clairement prononcé. Sourires amusés de tous les élèves – tout comme la professeure. « Ils sont extrêmement motivés... et tous très copains », explique-t-elle. *Malgré des parcours très différents, il y a une solidarité quasi familiale qui se crée dans la classe. C'est rassurant pour ces nouveaux venus, souvent dérouterés par leur arrivée en Belgique. Ils se connaissent pourtant seulement depuis quelques mois pour la plupart. Mais ils veulent apprendre.*

« Ils ont tous des âges, des passifs, des cultures différents. C'est un concentré d'histoires »

YASMINA EL YAAKOUBI

Un apprentissage qui porte ses fruits tant que l'intégration demeure l'objectif. Dans un rapport publié ce mardi, l'Unesco pointe les traitements discriminatoires dans l'enseignement dédié aux primo-arrivants (voir par ailleurs). La Belgique n'est pas exempte de ce reproche.

Parmi les adolescents, sept nationalités différentes. Du Brésil à la Guinée en passant par le Maroc, la Macédoine ou l'Afghanistan. Mariam, elle, est Syrienne. Elle est assise près de Salma et Rawa, respectivement Égyptienne et

Libyenne. Entre elles, c'est un accord : on parle français un maximum, même si l'arabe est leur langue maternelle à toutes les trois. « Je veux progresser le plus vite possible pour devenir caissière », explique l'adolescente. *J'adore les mathématiques et j'ai envie de travailler.*

Si la mère de Mariam a fui les conflits en Syrie avec ses enfants, les parents de ses deux amies, Salma et Rawa, sont diplomates. Leur français s'améliore de jour en jour. « Ils passent déjà treize heures par semaine avec moi », observe la professeure de français. *C'est beaucoup et pas assez à la fois. Les différences de niveau sont difficiles à prendre en charge. Ici, à l'Athénée, nous avons opté pour deux classes de deux niveaux différents. Mais il en faudrait au moins une de plus pour diriger plus vite vers les classes de natifs.*

Outre la difficulté des niveaux présents dans une même classe, le passif de ces adolescents est parfois « complexe » à prendre en charge, observe Jasmina El Yaakoubi, une collègue : « Ils ont tous des âges, des passifs, des cultures différents. C'est un concentré d'histoires. » Pour preuve, dans la salle de classe : Amir. Assis dans le fond, ce garçon de 17 ans reste silencieux. « Il vit dans un centre », explique à part Madame Benabdellah. *Ses parents sont décédés en Ethiopie. Il est venu seul jusqu'en Belgique. Il a une chambre à lui depuis quelques semaines seulement. Mais il est de moins en moins présent... J'ai peur qu'il ne décroche.*

Pour les plus anciens, la Daspa, cela fait plus d'un an qu'ils y sont. La plupart ne se sentent pas encore en capacité de passer dans le système « natif ». « Il faudrait pourtant que le passage des migrants au sein de ces classes préparatoires soit réduit au minimum », analyse l'auteure senior du rapport publié par l'Unesco, Anna D'Addio. *Dix-huit mois pour les classes Daspa en Belgique, c'est beaucoup.* Le rapport pointe les effets d'une classe parallèle trop longue, risquant de maintenir les jeunes à l'écart plutôt que de les intégrer progressivement. « Idéale-

ment, il faudrait une formule mixte qui permette aux jeunes d'avoir des moments partagés avec leur classe d'âge », ajoute l'experte. *Car si les migrants tendent à être ségrégués dans des systèmes éducatifs parallèles dans de nombreux pays analysés, c'est bien lorsqu'ils sont en interaction directe avec les natifs qu'ils s'intègrent au mieux.*

« Ce n'est pas toujours évident de leur faire parler français entre eux », regrette Madame El Yaakoubi. *Mais il faut leur donner confiance pour qu'ils passent leur équivalence. Sinon, ils finiront en professionnel... sous prétexte qu'ils n'ont pas le bon niveau.* » Par rapport à la moyenne internationale, la Belgique s'en tire plutôt bien. « Mais le niveau reste bas pour les élèves issus de la migration », poursuit l'experte. *Moins de 50 % des jeunes concernés sont présents dans les cours de récupération qui leur permettrait d'être à niveau.* Des critiques qui font écho aux conclusions de la Fondation Roi Baudouin. En 2017, elle constate un taux d'échec très important aux questionnaires Pisa de niveau 2 – considéré comme le minimum – des élèves migrants de première génération (37 % contre 17,9 % pour les enfants francophones autochtones).

En dix ans, la tendance s'améliore... Mais la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) part de loin. Un texte visant à permettre une meilleure intégration des primo-arrivants devrait passer en deuxième lecture dans les jours qui viennent. Objectif : « Ouvrir des dispositifs d'accompagnement pour primo-arrivants dès huit élèves inscrits, avec des moyens supplémentaires, et imposer à la rentrée prochaine une immersion progressive des élèves », détaille le cabinet de la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH). *Cela permettrait aux élèves de rejoindre des*

cours de leur classe d'âge où la langue est moins un obstacle comme le sport, les sciences ou l'anglais : des écoles qui fonctionnent bien ont déjà adopté ce système. » À l'Athénée royal d'Ixelles, les primo-arrivants ont leur cours de gym avec l'ensemble des élèves une fois par semaine. « C'est cool, je m'y suis

fait des copains », explique Mohammed, jeune Iranien de 13 ans. Même si on reste encore beaucoup entre nous parce que c'est difficile de parler en français tout le temps, maintenant on joue tous ensemble à la récré ! » ■

LORRAINE KIHL
et MARIE THIEFFRY

ASILE

Francken va proposer des mesures au gouvernement

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration doit proposer cette semaine une série de mesures au gouvernement pour gérer le nombre anormalement élevé de

demandeurs d'asile qui arrivent en Belgique. L'Office des étrangers enregistrait ainsi en octobre 2.750 dossiers (contre 1.787 il y a un an). Theo Francken (N-VA) déclarait dans la presse flamande opérer en « mode de crise » avec une administration travaillant désormais le week-end pour absorber l'excédent de travail. 1.500 places tampons ont été ouvertes dans un réseau

d'accueil Fedasil saturé depuis plusieurs mois. Les flux d'arrivées en Europe sont assez similaires à l'année précédente et n'expliquent guère cette hausse. Beaucoup sont en revanche des demandeurs déboutés venus d'Allemagne. Outre une gestion à adapter, des mesures visant à décourager les potentiels candidats à l'asile pourraient être proposées.

L.K.

le rapport En Europe, une éducation à deux vitesses

Un groupe d'experts mandaté par l'Unesco publie ce mardi le *Global Education Monitoring Report*, une analyse internationale de la scolarisation des migrants et des personnes déplacées en se fondant sur les données des gouvernements et des rapports d'experts. Et le constat n'est pas réjouissant : « *Le rapport montre que nonobstant les droits à l'éducation et à l'inclusion, dans beaucoup de pays, les réfugiés demandeurs d'asile et migrants peuvent ne pas avoir accès à l'éducation. Une pratique courante consiste par exemple à imposer des documents obligatoires pour l'inscription dans les écoles comme des attestations de vaccinations, des certificats*, explique Anna D'addio, autrice senior qui a participé

à l'élaboration du texte. *Le genre de documents que les réfugiés n'ont évidemment pas pris avec eux.* »

Le décret inscription, exemple à suivre

En termes d'accès à l'éducation, la Belgique fait en revanche plutôt figure de bonne élève : l'obligation scolaire est respectée tant dans le cadre de l'accueil... que de la détention. Le pays en revanche illustre bien des tendances européennes qui alertent les experts internationaux : les jeunes de première et deuxième générations d'immigrés sont plus susceptibles de décrocher de l'école – avec un écart remarquable de 17 points entre « natifs » et jeunes issus de la migration en Belgique, souligne le

rapport –, ils ont plus de chance de doubler une année et sont massivement orientés vers l'enseignement technique et professionnel. Autre grief : les filières spécifiques pour les primo-arrivants durent souvent trop longtemps avec le risque de voir les élèves décrocher avant de rejoindre leur classe d'âge, de cultiver l'entre-soi et de ralentir les progrès des jeunes. En Grèce, les classes passeraient ainsi jusqu'à quatre ans.

Le rapport, intitulé *Construire des ponts, pas des murs*, se veut aussi un guide des bonnes pratiques. Entre autres exemples à suivre : le décret inscription de la Communauté française qui a tenté de casser la ségrégation territoriale. ■

L.K.